

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>25.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Herczog, Andreas (sp/ps, ZH) NR/CN</b>
Prozesstypen	<b>Volksinitiative</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Meuwly, Christian

## Bevorzugte Zitierweise

Meuwly, Christian 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Volksinitiative, 1981*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 25.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Landesverteidigung</b>	1
Ausrüstung und Beschaffung	1

# Abkürzungsverzeichnis

**EMD** Eidgenössisches Militärdepartement,  
heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung,  
Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)

---

**DMF** Département militaire fédéral,  
aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la  
population et des sports (DDPS)

# Allgemeine Chronik

## Landesverteidigung

### Ausrüstung und Beschaffung

VOLKSINITIATIVE  
DATUM: 30.12.1981  
CHRISTIAN MEUWLY

C'est, au contraire, selon W. Carobbio (psa, TI), «la nécessité toujours plus évidente de soumettre la politique militaire à un contrôle populaire accru» qui motive les tentatives d'introduire le **référendum facultatif en matière de dépenses militaires**. L'initiative parlementaire Herczog (poch, ZH) proposait ce référendum pour les demandes de crédits supérieures à 100 millions CHF; au printemps, le National l'a rejetée par 126 voix contre 22. Les représentants des partis bourgeois ont saisi l'occasion de ce débat pour combattre, par avance, l'initiative populaire que le PSS s'appropriait à lancer. Résultat d'une offensive de l'aile pacifiste du parti, le texte socialiste ne prévoit pas de montant minimal, et s'appliquerait aussi bien aux crédits de recherche, de construction et d'achat de terrains qu'aux programmes d'armement. La récolte des signatures a débuté le 24 novembre 1981. Pour la direction du PSS, la démarche relève d'un souci de transparence, et non d'un préjugé hostile; il s'agit d'astreindre le DMF à la discipline des caisses vides, en faisant confiance au jugement du peuple, même si cela devait compliquer la procédure d'armement. Pour le chef du DMF et pour les milieux militaires, les questions d'acquisition sont trop techniques et ont trop d'effet sur le moral de la troupe pour qu'on étende à d'autres qu'aux parlementaires le droit d'en discuter; leurs critiques ont visé le principe du référendum financier limité et ont évoqué les entraves qu'une telle institution imposerait à la préparation de notre défense. Selon le conseiller fédéral Chevallaz, les auteurs de ces initiatives n'auraient d'autre but que d'affaiblir l'armée.<sup>1</sup>

---

1) BO CN, 1981, p. 298 ss.; BO CN, 1981, p. 542 s.; FF, III, 1981, p. 689; Presse du 19.3.81, du 27.11.81; VO, 12, 23.6.81; TW, 49, 28.2.81; 281, 1.12.81; TA, 51, 3.3.81; SZ, 65, 19.3.81; Bund, 51, 3.3.81; BaZ, 180, 5.8.81; Ldb, 30, 6.2.81; Rote Revue, 12/1981.